

Réalisé conjointement avec le PREPOSAM/MSU/USAID, le FEWS-NET et le CSA

Bulletin d'analyse prospective du marché agricole

Novembre 2017

De fortes demandes céréalières sont attendues sur les marchés durant la campagne de commercialisation 2017/18

I - Déroulement de la campagne de commercialisation 2016/17

La campagne de commercialisation 2016/17 a été caractérisée par une pression soutenue de la demande sur les marchés; ce qui a engendré des hausses de prix, très élevées par rapport à une année moyenne malgré le niveau de production céréalière supérieur au sortir de la campagne agricole 2016-2017. Les marchés agricoles ont été dans l'ensemble bien animés. Les offres de produits agricoles ont pu globalement satisfaire les demandes internes et externes à travers le pays.

1.1- Evolution des offres de céréales

L'offre de céréale au cours de la campagne de commercialisation 2016/17 a connu la tendance saisonnière de hausse de novembre 2016 à mars 2017 pour se stabiliser de mars 2017 à juin 2017. Les déstockages habituels en mai-juin pour préparatifs de la nouvelle campagne agricole n'ont pas significativement amélioré l'offre de céréales dans les grands centres d'approvisionnement de Ségou, Sikasso, Mopti et Kayes, notamment pour les céréales sèches (mil, sorgho). La baisse continue de la production du sorgho, au profit du maïs hybride en pleine expansion, n'a pas permis une bonne disponibilité du sorgho dans les grands marchés de consommation de cette denrée (Kayes, Sikasso). Quant au maïs, il a été toujours très disponible avec même des situations de mévente, particulièrement à Sikasso. Pour le riz, l'offre a été normale tout au long

de la campagne de commercialisation aussi bien en riz local, excepté dans les zones de riz de submersion des régions de Tombouctou et de Gao, qu'en riz importé.

La baisse saisonnière de l'offre de céréales, entamée à partir de mars 2017, s'est poursuivie jusqu'en octobre 2017. Elle a été soutenue par les caprices pluviométriques du mois de septembre 2017, qui ont créé une incertitude quant à l'issue de la campagne agricole; ce qui n'était pas de nature à inciter à un déstockage de la part des paysans.

Dans les régions du nord et du centre, la poursuite des actes de braquage ont affecté négativement le niveau des flux commerciaux vers ces zones avec une réduction des offres sur les marchés.

Les assistances alimentaires à l'endroit des populations en difficultés alimentaires et celles de ventes subventionnées d'aliments de bétail aux éleveurs dans les différentes localités du pays, particulièrement dans les régions du nord, ont amélioré un peu les disponibilités alimentaires de juin 2017 à septembre 2017.

1.2- Evolution des demandes de céréales

Les demandes sur les marchés ont été fortes durant la campagne de commercialisation 2016/17. En effet, les demandes observées sur les marchés ont été entre autres :

Observatoire du Marché Agricole -Rue 279 Porte 474 Hippodrome Bamako Mali- Tel: 20-21-40-73 Page 1

- La reconstitution du stock national de sécurité pour 22.000 Tonnes de mil/sorgho dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de réponse s'est poursuivie jusqu'en mai 2017, au-delà de la période habituelle des achats (mars); ce qui a maintenu une pression sur les grands centres de production;
- ➤ Les achats des partenaires humanitaires comme le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Comité International de la Croix Rouge (CICR) ont contribué à la hausse des demandes sur les marchés par rapport à une année normale;
- Les achats de maïs par les commerçants sénégalais;
- Les demandes de consommation supérieures à une année moyenne à cause de l'existence des poches de déficit à travers le pays;
- Les demandes des commerçants nigériens et burkinabés. Ces demandes exceptionnelles observées ont maintenu une pression constante sur les marchés durant toute la période de commercialisation. Il y a lieu de signaler qu'avec la dévaluation du Naira (monnaie nationale nigériane), le Nigéria avait pris la décision d'interdire les exportations du mil vers le Niger, ce qui a amené les commerçants de ce pays à se tourner vers ses voisins du Mali et du Burkina Faso.

En plus, les caprices pluviométriques de fin de saison (septembre 2017) n'étaient pas de nature à inciter à un déstockage comme en année normale, réduisant du coût les disponibilités sur les marchés.

1.3- Evolution des prix des céréales

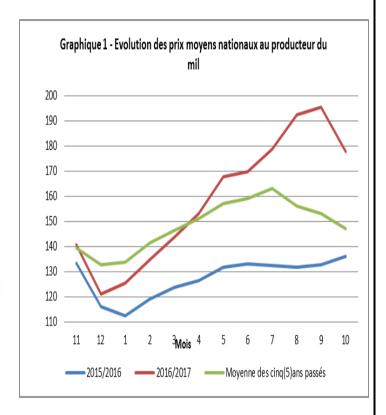
Les prix des céréales à la faveur de la pression énorme sur les marchés ont connu une hausse précoce dès janvier 2017. Celle-ci s'est poursuivie jusqu'en octobre 2017. Les fortes demandes du mois de carême 2017 (mai –juin) ont exacerbé cette tendance haussière. Les prix en septembre 2017 étaient dans l'ensemble supérieurs à ceux de l'année dernière à la même période sur la plupart des marchés.

1.3.1 Evolution des prix du mil

La hausse précoce du prix moyen national pondéré au producteur du mil, amorcée depuis janvier 2017, s'est poursuivie jusqu'en septembre 2017.

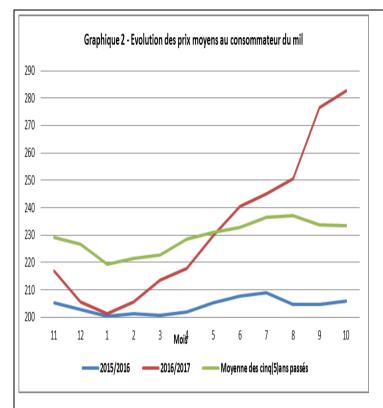
D'avril à octobre 2017, le niveau des prix moyens nationaux pondérés au producteur est resté supérieur à celui de l'année dernière de 34% en moyenne, et à celui du prix moyen des cinq dernières années de 14% en moyenne.

En octobre 2017, le prix moyen national pondéré au producteur du mil présente une légère baisse par rapport au mois passé mais reste supérieur, non seulement, à celui de l'année dernière, mais aussi, à la moyenne des prix des cinq années passées.



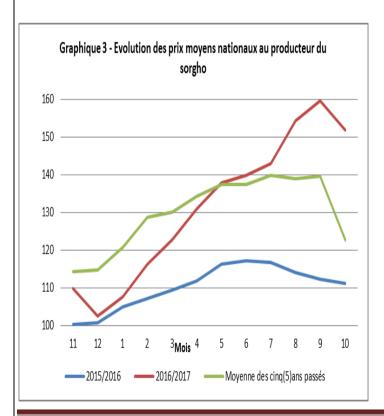
S'agissant du prix moyen national au consommateur du mil, il a subi des hausses successives de janvier 2017 jusqu'en octobre 2017 après la baisse saisonnière de novembre à décembre 2016.

Depuis juin 2017, le niveau du prix moyen national au consommateur du mil est supérieur, non seulement, à celui de l'année dernière, mais aussi, au prix moyen des cinq dernières années.



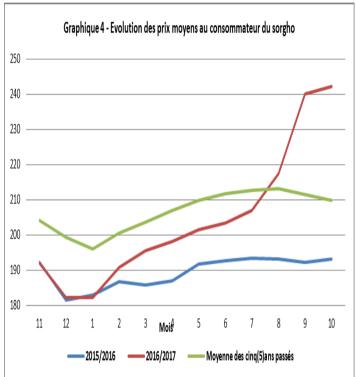
1.3.2 Evolution des prix du sorgho

A l'instar du prix moyen national pondéré au producteur du mil, celui du sorgho a baissé en passant de 110 F/Kg en novembre 2016 à 103 F/Kg en décembre 2016. A partir de janvier 2017, il a haussé jusqu'en septembre 2017. En juin, le prix moyen national pondéré au producteur du sorgho a dépassé celui de l'année dernière et le prix moyen des cinq dernières années.



Le prix moyen national au consommateur du sorgho a baissé de novembre 2016 à janvier 2017 en passant de 192 à 182 F/Kg. A partir de février 2017, il a subi des hausses successives jusqu'en octobre 2017.

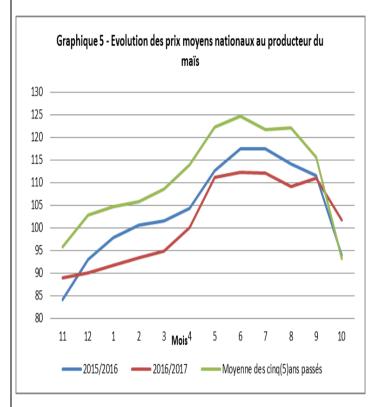
Le niveau du prix moyen national au consommateur du sorgho est supérieur à celui de l'année dernière. Il est resté inférieur à la moyenne quinquennale jusqu'en août 2017, où il l'a dépassée de 16% en moyenne.



1.3.3 Evolution des prix du maïs

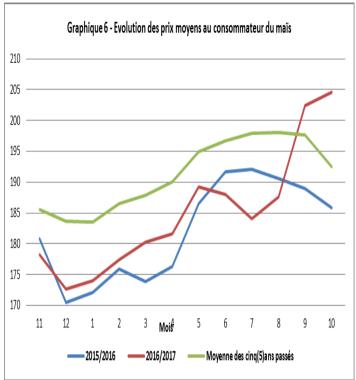
Le prix moyen national pondéré au producteur du maïs a connu une progression lente de novembre 2016 à mai 2017 en raison de sa bonne disponibilité dans le pays et aussi aux difficultés d'exportation vers les pays voisins. Entre les mois de mai 2017 à juillet 2017, son prix a subi une relative stabilité. A partir d'août 2017, le prix du maïs a globalement baissé jusqu'en octobre 2017. Le niveau du prix moyen national pondéré au producteur est resté, non seulement, en dessous de celui de l'année dernière, mais également, en dessous de la moyenne nationale des prix au producteur des cinq dernières années jusqu'en septembre 2017. En octobre 2017, le prix moyen pondéré au producteur du maïs se situe à la fois au-dessus de celui de l'année dernière et de la moyenne des prix des cinq dernières années.

Malgré qu'il ait été la céréale la plus exportée, la demande de maïs a souffert, durant cette campagne de commercialisation 2016/17, des difficultés d'exportation à cause des complexités d'obtention des intentions d'exportation, amenant ainsi les commerçants sénégalais à s'approvisionner essentiellement à partir du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du marché international.



Pour ce qui concerne le prix moyen national au consommateur du maïs, il a baissé de 178 F/Kg en novembre 2016 à 173 F/Kg en décembre 2016. Ensuite, il a subi des hausses successives jusqu'en mai 2017. Il a baissé de mai à juillet 2017 à cause des déstockages paysans pour les besoins pécuniaires pour la nouvelle campagne agricole 2017/18. A partir d'août 2017, il a renoué avec les mouvements de hausse jusqu'en octobre 2017.

De décembre 2016 à mai 2017, le niveau du prix moyen national au consommateur du maïs est resté supérieur à celui de l'année dernière, mais inférieur à celui de la moyenne des prix des cinq dernières années. De juin 2017 à août 2017, il est revenu en dessous du prix de l'année dernière et de la moyenne pluriannuelle des cinq ans passés. Cette tendance s'est inversée de septembre 2017 et octobre 2017.



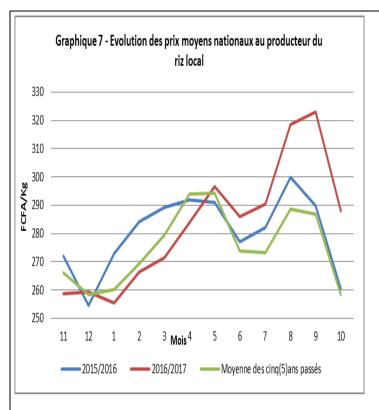
1.3.4 Evolution des prix du riz local

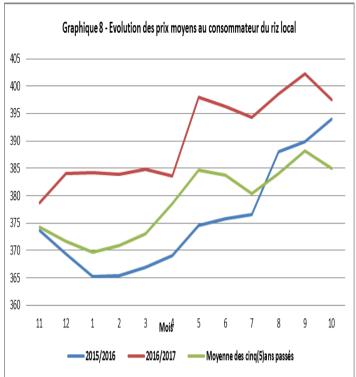
Le prix au producteur du riz local a globalement baissé de novembre 2016 à janvier 2017. A partir de février 2017, il a connu des hausses successives jusqu'en mai 2017.

Durant le premier semestre, il a évolué majoritairement, non seulement, en dessous de son niveau de l'année dernière, mais aussi, en dessous, de celui de la moyenne des prix des cinq dernières années.

En mai 2017, malgré la présence du riz de contre saison sur les marchés, le prix moyen pondéré national au producteur du riz local a dépassé les niveaux de l'année dernière et de la moyenne des prix des cinq ans passés.

De juin 2017 à septembre 2017, le prix moyen pondéré au producteur du riz local «Gambiaka » a sensiblement augmenté. Au cours de cette période, il est resté, non seulement, supérieur à celui de l'année dernière, mais aussi, à la moyenne pluriannuelle des cinq années passées. Une baisse de son prix est observée en ce mois d'octobre 2017.





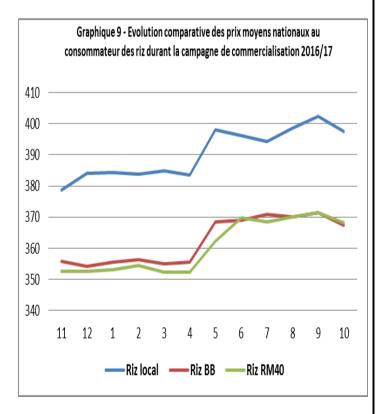
Le prix moyen national au consommateur du riz local a haussé de novembre 2016 à décembre 2016. De janvier 2017 à avril 2017, il a connu de légères fluctuations, assimilables à de relatives stabilités. En mai 2017, il a sensiblement augmenté. De juin 2017 à octobre 2017, il a évolué en dents de scie.

Au niveau des marchés de consommation, le prix national du riz local a été, non seulement, supérieur à celui de l'année dernière, mais aussi, à la moyenne des prix des cinq dernières années.

Le manque de similarité entre les évolutions du prix au producteur et celui au consommateur s'explique par la persistance de l'insécurité dans les zones de production de l'Office du Niger, qui ont connu une bonne production en 2016/17.

Cette insécurité a fait que les marchés de production étaient faiblement approvisionnés alors que ceux à la consommation parvenaient à s'approvisionner à partir d'autres circuits pour maintenir un approvisionnement moyen.

Durant la campagne de commercialisation 2016/17, les marchés maliens ont été bien approvisionnés en riz importés. En effet durant toute la campagne de commercialisation 2016/17, les prix moyens nationaux au consommateur des riz importés ont été en deçà de ceux des riz locaux de 28 F par kilo en moyenne pour le riz brisé et de 30 F par kilo en moyenne pour le riz RM40 (Cf. graphique 9 cidessous).



Les quantités de riz importés au Mali, relevées par le suivi des flux transfrontaliers, s'élèvent à 142.147 tonnes.

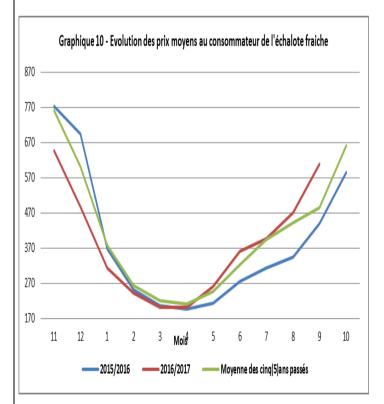
1.4- Evolution des prix des produits maraichers

Actuellement, les producteurs sont surtout occupés dans les travaux de récoltes de la production hivernale. Les offres des produits maraichers locaux sont très faibles sur les marchés. Ces offres sont soutenues par celles en provenance du Maroc, des pays voisins et de l'Europe. Ces produits sont entre autres l'oignon, la tomate, l'ail, la carotte, le haricot, la pomme de terre, etc.

Par rapport aux autres périodes de l'année, les prix des produits maraichers sont relativement élevés. Ils commenceront à baisser avec l'apparition des nouvelles productions maraichères sur les marchés vers le mois de mars 2018.

1.4.1 Evolution des prix moyens nationaux au consommateur de l'échalote fraiche

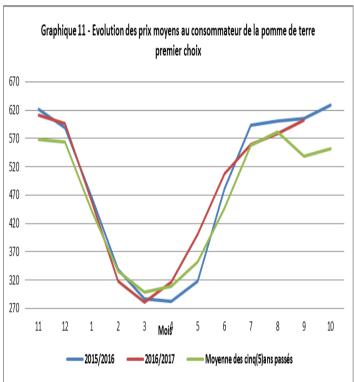
Durant toute la campagne hivernale, les prix de l'échalote fraiche ont poursuivi leur ascension. Ces prix devront atteindre leur niveau maximum en novembre 2017.



Actuellement sur le marché de Niono, la demande est très forte car les producteurs sont en train d'acheter de l'échalote pour en faire des semences.

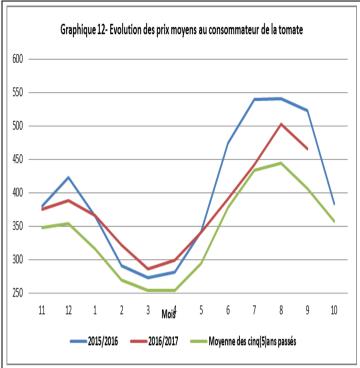
1.4.2 Evolution des prix moyens nationaux au consommateur de la pomme de terre premier choix

Durant la campagne agricole 2016/17, les prix de la pomme de terre premier choix ont poursuivi leur hausse amorcée en mai 2017. Ces hausses devront se poursuivre jusqu'en fin novembre 2017. Structurellement la production locale de la pomme de terre est déficitaire. Ce déficit augmente sensiblement avec la fin de la saison maraichère. Ainsi pour combler le déficit, les commerçants effectuent des importations du Maroc et de l'Europe et des réexportations des pays côtiers, notamment le Sénégal et la Côte d'Ivoire.



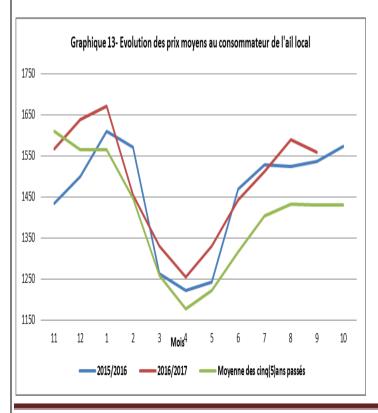
1.4.3 Evolution des prix moyens nationaux au consommateur de la tomate

La tomate est produite aussi bien durant la saison maraichère qu'en hivernage. S'agissant de son prix, il a commencé à hausser d'avril 2017 à août 2017. En septembre 2017, il a amorcé des baisses, qui devront se poursuivre.



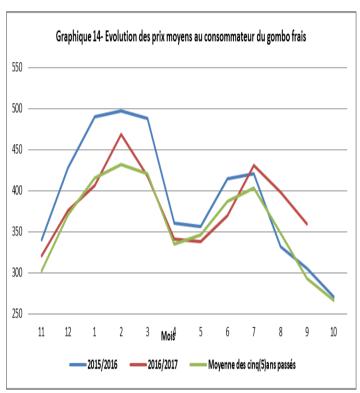
1.4.4 Evolution des prix moyens nationaux au consommateur de l'ail local

La production de l'ail local ne couvre pas les besoins. C'est pourquoi les commerçants procèdent à des importations pour augmenter l'offre interne. A l'instar des autres produits maraichers, les prix ont commencé à hausser à la veille de la campagne hivernale. En septembre 2017, il a légèrement baissé, cependant son niveau reste non seulement supérieur à celui de l'année dernière, mais aussi à la moyenne des cinq dernières années (Cf. graphique 13).



1.4.5 Evolution des prix moyens nationaux au consommateur du gombo frais

Le gombo est produit aussi bien en saison de maraichage qu'en période hivernale. L'offre du gombo de maraichage devient très faible à la veille de la saison hivernale. C'est pourquoi son prix augmente durant cette période avant que la principale production de gombo, qui se fait en période hivernale commence à arriver sur les marchés en août. Durant cette campagne, le niveau du prix du gombo reste supérieur à celui de l'année dernière et à la moyenne pluriannuelle des cinq dernières années.



1.5- Evolution des prix des produits halieutiques

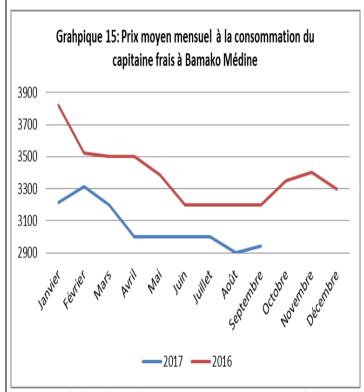
Le Mali est largement déficitaire en produits halieutiques. Les prises dans les cours d'eau douce et dans les étangs piscicoles n'arrivent pas à satisfaire la demande. Les importations de poisson se font à partir des pays côtiers et même au-delà. De Janvier à septembre 2017, le pays a importé 35.510 tonnes de poissons et n'a exporté que 1.088 tonnes.

Ces importations de poissons de mer viennent améliorer le taux de couverture de la demande par l'offre. Ce qui fait que sur les marchés des produits halieutiques, les prix sont majoritairement stables. Toutefois, il existe toujours de rares fluctuations, perturbant souvent cette stabilité. Actuellement sur les marchés, les fluctuations de prix des poissons d'eau douce sont dans l'ensemble en hausse, surtout pour les grosses prises à cause du niveau de la crue.

Les importations des produits halieutiques, provoquant l'amélioration du taux de couverture de la demande par l'offre et réduisant les amplitudes de fluctuation des prix, devront se maintenir dans les mois à venir tant qu'il n'y aura pas de perturbations dans les circuits d'approvisionnement du pays.

1.5.1- Evolution des prix moyens nationaux au consommateur du capitaine moyen frais à Bamako Médine

Sur le marché de Bamako Médine, le prix du capitaine frais est globalement en baisse de janvier 2017 à septembre 2017. Durant cet intervalle de temps, le taux de baisse est de -8%. Cependant le prix est resté stable de mai 2017 à juillet 2017. Par rapport à l'année dernière, les prix du capitaine frais sont en baisse, s'expliquant partiellement par le transfert d'une bonne partie de la demande sur les poissons de mer, qui sont moins chers.

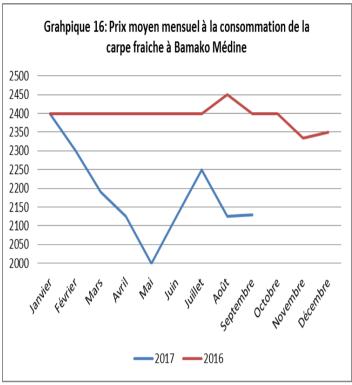


1.5.2 - Evolution des prix moyens au consommateur de la carpe moyenne fraiche à Bamako Médine

A l'instar du capitaine frais, les prix de la carpe fraiche sont globalement en baisse de -11%. Contrairement au capitaine, la carpe est cultivée dans les étangs piscicoles. Même si ces quantités n'augmentent pas significativement, elles permettent de satisfaire une partie de la demande, l'autre plus

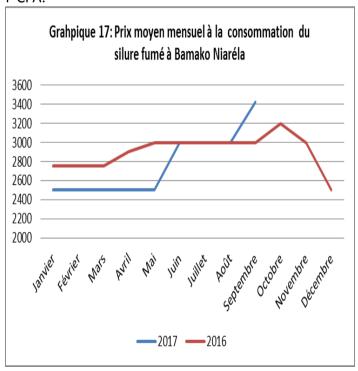
importante étant reportée sur les poissons de mer.

Par rapport à la même période de l'année dernière, les prix de la carpe fraiche sont plus bas.



<u>1.5.3 - Evolution des prix moyens au consommateur du silure</u> moyen fumé à Bamako Niaréla

Les prix moyens du silure fumé sont restés stables de janvier 2017 à mai 2017. En juin 2017, il a sensiblement augmenté de 2.500 à 3.000 F le kilogramme et a gardé ce niveau jusqu'en août 2017. En septembre 2017, il a haussé pour atteindre 3.420 F CFA.



Observatoire du Marché Agricole -Rue 279 Porte 474 Hippodrome Bamako Mali- Tel: 20-21-40-73 Page 8

1.6- Evolution des prix du bétail et de la viande

Les offres de bétail sont stables sur les marchés. Le nombre de moutons, qui avait sensiblement augmenté durant la période de la Tabaski est en train de diminuer à un niveau normal. Ils ont connu une baisse des exportations vers le Niger à cause de la dépréciation du « Nairia », monnaie nigériane, ce qui a affecté le niveau des prix sur les marchés de Gao.

Les principaux marchés d'approvisionnement du pays et des pays voisins ont été moyennement fournis en bétail durant toute la campagne de commercialisation. Les mauvaises conditions d'élevage dans les régions du nord et par endroits dans le centre du pays ont également contribué à la réduction des demandes sur ces marchés.

Les prix ont suivi l'évolution saisonnière normale de baisse de mars à juin à cause de la soudure pastorale puis de hausse de juillet à nos jours à cause du regain d'embonpoint et surtout de la mouvance de la fête de Tabaski.

Les prix durant toute la période sont restés supérieurs à la moyenne des cinq dernières années pour les bovins exceptés sur les marchés des régions du nord où une baisse d'environ 10 à 20% voir plus a été observée.

De novembre 2017 à Janvier 2018, les prix du bétail devraient baisser à cause de la hausse des offres des éleveurs dans un souci de reconstitution de leurs stocks familiaux alimentaires.

La soudure précoce attendue dans les zones pastorales engendrera la baisse habituelle des prix, qui seront proches de la moyenne quinquennale d'avril à juillet 2017. En effet, la perte d'embonpoint plus que d'habitude et le souci de minimiser les pertes par mortalité amènent les éleveurs à se débarrasser des plus faibles ; ce qui induit une hausse des offres et une baisse des prix.

II - Campagne agricole 2017/18

2.1 Perspectives de production 2017/18

Malgré une situation socio-économique moyenne et sécuritaire difficile, l'Etat et ses partenaires techniques et financiers ont initié des projets et programmes en semences, engrais, équipements agricoles et formations pour accompagner les populations rurales durant la campagne agricole 2017/18.

Les prévisions de production de la campagne agricole 2017/18, selon la Cellule de Planification et des Statistiques des services du développement rural, sont supérieurs de 35% par rapport à la moyenne quinquennale et supérieure d'environ 11% à celle de la campagne agricole précédente 2016/17 (septembre 2017). D'énormes efforts ont été faits dans ce sens mais, la production agricole reste tributaire des aléas climatiques, notamment la mauvaise répartition des pluies, qui a engendré des poches de sècheresse à travers le pays.

Selon des informations du Bulletin Cikela du 13 mai 2017, les prévisions de la campagne agricole 2017/18 étaient de 9.820.244 tonnes de céréales, soit un taux d'accroissement de +11% par rapport à la campagne précédente.

Le tableau ci-dessous donne les objectifs de production détaillés de la campagne agricole 2017/18 et son évolution par rapport aux réalisations de celle de 2016/17.

Il ressort de ce tableau que les prévisions de production de la campagne agricole 2017/18 sont supérieures aux réalisations de 2016/17 pour toutes les spéculations sauf le blé.

Objectifs de production de la campagne agricole 2017/18

Produits	Prévision 2017/18	réalisations 2016/17	Ecarts en %
Riz paddy	3 017 410	2 780 905	9
Maïs	2 914 000	2 811 385	4
Blé	28 015	38 045	-26
Mil/Sorgho	3 819 175	3 607 247	6
Niébé graine	204 048	202 050	1
Fonio	41 967	34 152	23
Sésame	45 320	44 000	3

Source: Info Bulletin Cikela du 13 mai 2017

2.2 Déroulement de la campagne agricole 2017/18

La campagne agricole 2017-2018 a connu un démarrage précoce à tardive selon les zones (de mai 2017 à fin juin 2017). Elle a connu des perturbations liées à la mauvaise répartition des pluies avec des séquences sèches plus ou moins longues qui ont retardé le développement des cultures de la troisième décade de juillet 2017 à la deuxième décade d'août 2017. L'insuffisance, voire l'arrêt des pluies durant le mois de septembre 2017 qui constitue une période charnière de développement des plants eu égard au retard dans le stade de développement (épiaison), a engendré des poches de sécheresse, qui réduiront les rendements dans les zones concernées.

Selon les images satellitaires de FEWS-NET du 20 octobre 2017, le cumul pluviométrique du 1er avril 2017 au 20 octobre 2017 est normal à légèrement excédentaire dans les zones agricoles du Sud du pays, excédentaire à nettement excédentaire dans celles de Gao, de Tombouctou et de Kidal. Toutefois, des poches de déficit sont observées dans les cercles de Nara, Kayes, Diéma, Kolokani, Kita, Kati, Dioila, le Nord de ceux de Goundam et de Tombouctou et qui est de nature à réduire le niveau des productions agricoles dans ces zones. Au 20 octobre 2017, l'humidité des sols, qui devrait boucler les besoins hydriques des plantes a été réduite à cause de l'arrêt des pluies dans les différentes zones agricoles. Les zones les plus affectées sont celles de la bande sahélienne des régions de Kayes, Koulikoro, Gao, Ménaka, Tombouctou et le nord de Mopti où le niveau d'humidité du sol est jugé moyenne à médiocre. Comparé à une année médiane, le niveau d'humidité résiduelle du sol au 20 octobre 2017 est déficitaire d'environ 30% voire plus dans les cercles de Nioro, Diéma, Ségou, le nord de celui de Nara, Kolokani, le Sud de ceux d'Ansongo et de Ménaka et normal ailleurs dans le pays.

Les taux de réalisation des superficies emblavées sont globalement inférieurs aux prévisions. Les superficies emblavées sont supérieures à celles de l'année dernière. Les réalisations en céréales sèches ont atteint les 4.791.232 ha sur une prévision de 4.806.596 ha soit 99,7%. Il est à noter que les réalisations ont dépassé les prévisions pour le maïs et le fonio (respectivement 112% et 118%). Par contre, le mil et le sorgho sont à 99% et 91% de réalisation.

Les superficies semées ou repiquées en riz sont de 896.644 ha sur une prévision de 947.875 ha soit un taux de réalisation de 94,6 %. La baisse des superficies réalisées en riz s'explique entre autres par la non mise en valeur de 1.200 ha dans la zone Office du Niger pour des besoins d'aménagement et des cas de noyade de superficie dans la zone Opération Riz de Ségou.

S'agissant de la situation hydrologique, le déficit pluviométrique a fait que la crue de cette année est inférieure à celle de la campagne passée et à la moyenne interannuelle dans les basfonds et sur les deux principaux cours d'eau (le Niger et le Bani).

Les riz de basfonds et pluviaux connaitront dans la région de Sikasso des baisses de rendement à cause du déficit pluviométrique. Il en est de même pour les riz de submersion libre et contrôlé à travers le reste du pays.

Dans les principales zones de production de l'Office du Niger, la campagne est jugée bonne dans l'ensemble, exceptées les communes de Macina, Dogofry, Diabaly, Sokolo, Toridagako, Yerondon Saniona et Mariko, où elle est moyenne à cause des difficultés d'irrigation. Dans les plaines rizicoles de San Ouest, la production attendue est jugée moyenne malgré la présence de la virose de riz, qui selon les responsables de la plaine est moindre que l'année dernière.

Les perspectives pour les cultures de contre saisons seront en baisse par rapport à une année moyenne à cause du niveau de la crue qui est inférieur à la moyenne. La situation pastorale se caractérise par une abondance des pâturages herbacé et aérien dans toutes les zones agropastorales du pays. Les conditions d'abreuvement, l'état d'embonpoint des animaux et le niveau des productions animales sont bons dans l'ensemble. Cependant, des poches de déficit de pâturage sont observées dans la bande du sahel occidental, et par endroits dans les régions du nord et qui risquent d'impacter négativement sur l'alimentation du bétail et engendrer une soudure pastorale précoce.

S'agissant des mouvements des animaux, les troupeaux transhumants sont encore dans les zones de concentration d'hivernage pour l'exploitation des pâturages et les points d'eau. Des descentes timides vers les champs sont observées et se généraliseront au fur et à mesure de l'avancée des récoltes.

Pour ce qui concerne les produits halieutiques, les captures sont faibles à très faibles en cette période de crue. La production halieutique est beaucoup moins importante mais reprendra avec l'ouverture de la campagne de pêche en novembre. Les préparatifs pour la nouvelle campagne de pêche sont en cours au niveau des pêcheurs qui se préparent à rejoindre les pêcheries habituelles.

III - Perspectives d'évolution des marchés

3.1- Stocks reports

Les stocks reports dans le pays et la production nationale de céréales fournissent l'essentielle de l'offre interne sur les marchés. Et c'est le taux de couverture de la demande par cette offre, qui détermine les prix des produits céréaliers sur les différents marchés. Plus ce taux est inférieur à un (1), plus les tensions sont fortes sur les marchés et les prix haussent. Dans le cas contraire, les tensions sont faibles sur les marchés et les prix baissent.

Il se trouve qu'en ce début de la nouvelle campagne de commercialisation 2017/18, les stocks reports au niveau des commerçants sont très faibles, voire quasiment inexistants à cause de la forte demande à laquelle les marchés ont été soumis tant à l'intérieur

qu'à l'extérieur du pays durant la campagne de commercialisation passée.

3.2- Production nationale de céréales

S'agissant de la production nationale céréalière, en dépit de la hausse globale attendue par rapport à la moyenne et à l'année dernière, il n'en demeure pas moins que des baisses localisées de production soient observées par endroits dans des zones de production. En fait, les perturbations pluviométriques voire leur arrêt précoce en septembre 2017 auront un impact négatif sur les rendements des semis tardifs. De plus, les niveaux des cours d'eau ont été inférieurs à ceux de la campagne agricole passée ; ce qui risque d'affecter les productions rizicoles par submersions libre et contrôlée avec le retrait précoce des eaux et induire une baisse des rendements.

Le déficit pluviométrique a surtout affecté le sorgho. S'agissant du mil, il a été aussi affecté, mais dans une moindre mesure. Le riz produit par la maitrise totale, le maïs et l'arachide devront connaitre une bonne production.

Compte tenu de l'hétérogénéité du déroulement de cette campagne agricole 2017/18, il existe dans le pays des zones, qui espèrent sur une production bonne à moyenne de la campagne agricole. Ces zones sont essentiellement dans les bassins de production de Sikasso et de Ségou et dans le Seno dans la région de Mopti. Par contre d'autres zones espèrent sur une production agricole 2017/18 en dessous de la moyenne. Comme d'habitude, celles-ci sont entre autres les cercles de la bande frontalière entre le Mali et la Mauritanie et les régions du nord.

De l'avis général des acteurs rencontrés dans les bassins de production céréalières (commerçants, producteurs, consommateurs, Organisations Non Gouvernementale etc....), la production agricole 2017/18 ne devrait pas s'écarter significativement de celle de 2016/17 au regard des nombreuses poches de sécheresse observées à travers le pays.

En perspective, le niveau des disponibilités sera globalement proche, voire légèrement inférieur à celui de 2016 sur les marchés. Toutefois, en cas d'une bonne fluidité des flux entre les zones de production

et de consommation, y compris les zones ayant connu des déficits de production, il y aura une atténuation de l'impact des baisses localisées de céréales. Les productions de contre saison de riz bien que faibles à cause du niveau de la crue amélioreront les disponibilités en cette denrée à partir de mai 2018.

3.3- Perspectives d'évolution des demandes

Les demandes au niveau national en raison des poches de déficit, et des besoins de reconstitution des stocks institutionnels de l'OPAM (au minimum 15.000 tonnes de mil/sorgho local pour le compte du stock national de sécurité)) et des agences humanitaires connaitront une hausse par rapport à une année moyenne. Le niveau de stocks très bas des céréaliers incitera à un restockage rapide pour répondre aux éventuels achats institutionnels et autres achats importants; ce qui réduira les disponibilités sur les marchés.

Pour les zones habituelles de consommation des régions du nord et du sahel occidental, la demande de consommation sera supérieure à la moyenne à cause des baisses de production attendue dans ces zones. Les demandes pour les unités de production d'aliments de bétail ne devront pas connaitre une évolution significative malgré la multiplication des unités. Quant aux exportations vers les pays voisins, le niveau de production moyen pourra ne pas inciter à des demandes extérieures exceptionnelles. Toutefois, le maintien de la mesure d'interdiction d'exportation des céréales du Nigéria vers le Niger serait de nature à entretenir, comme en 2016, la pression des nigériens sur les marchés de la sous-région, notamment ceux des pays voisins.

3.4- Perspective d'évolution des prix des céréales

En cette période des récoltes, les prix suivront la tendance saisonnière de baisse grâce à l'arrivée des nouvelles récoltes sur les marchés et à l'autoconsommation, notamment au niveau des poches de déficit. En plus, la baisse des demandes des commerçants, suite à leur attente dans le lancement de la reconstitution de leurs stocks commerciaux afin de se prémunir des fortes chutes probables des prix, contribue à ce fléchissement des prix. La tendance d'évolution des prix sera proche de

celle de l'année dernière avec une hausse précoce dès janvier-février 2018.

Les amplitudes des mouvements de hausses de prix pourraient dépasser celles d'une année moyenne et même atteindre celles de l'année dernière à cause des facteurs suivants :

- La quasi-inexistence des stocks reports, notamment au niveau des commerçants;
- L'existence des poches de déficit dans le pays voire dans certaines zones de production;
- ➤ La hausse attendue de la demande des mauritaniens sur les marchés du sahel occidental pour les besoins d'alimentation humaine et pour le bétail à cause du déficit de pâturage dans la bande frontalière;
- La poursuite des achats de maïs par les commerçants sénégalais ;
- ➤ La baisse attendue des productions des cultures de contre saison et de décrue à cause du faible niveau de la crue sur les points et les cours d'eau;
- La persistance de l'insécurité dans le centre et le nord du pays qui continuera à affecter négativement le niveau des flux commerciaux sur certains marchés et grever le coût des transactions:
- ➤ La demande d'achat des nigériens qui devrait se poursuivre durant cette campagne de commercialisation 2017/18 à cause des déficits de production au sud du pays et de l'arrêt des importations à partir du Nigéria.

IV - Recommandations pour une amélioration de la disponibilité céréalière durant la campagne de commercialisation 2017/18

Face à cette situation de hausse de prix ci-dessus évoquée, la mission recommande ce qui suit :

- La diligence à temps des procédures d'octroi des offres d'achat institutionnel de céréales au niveau des différents acteurs impliqués. En effet, ces dernières années, la reconstitution des stocks publics est toujours retardée, voire empêchée par les procédures de la Direction Générale des Marchés Publics, qui ne tiennent pas compte de l'évolution des prix sur les marchés.
- La reconstitution avant la fin de la période des récoltes (fin février 2018) du stock national de sécurité de l'Office des Produits Agricoles du Mali, qui concernera cette année l'achat d'au minimum 15.000 tonnes. Cette reconstitution permettra d'intervenir en faveur des populations identifiées en insécurité alimentaire durant la prochaine période de soudure;
- La poursuite des ventes d'intervention dans les régions de Tombouctou, Taoudéni, Gao, Ménaka et Kidal et dans le Sahel occidental. Ces ventes permettront d'assurer la disponibilité de l'offre et de jouer un facteur tampon à la hausse des prix;
- ➤ La vente subventionnée de l'aliment bétail aux éleveurs à travers le pays notamment dans les zones de déficit de pâturage de la bande du sahel et des régions de Tombouctou, Ménaka, Gao et Taoudéni;
- La sensibilisation et l'appui aux populations des zones les plus affectées pour les activités de maraichage dans un souci de diversification alimentaire et de formation de revenus ;

L'adoption rapide par l'Assemblée Nationale du projet de loi sur le système de récépissé d'entreposage. Ceci permettra de faciliter le financement de la campagne agricole par le système bancaire, de concentrer une part non négligeable de la production destinée à la vente dans le pays, d'améliorer sensiblement le taux de bancarisation des populations rurales dans le pays et de faciliter l'accès des producteurs au marché et aux crédits bancaires.

Annexe I – Evolution des prix dans les localités visitées

